

DÉPARTEMENT SAÔNE-ET-LOIRE
CANTON MACON I
COMMUNE CHARNAY-LES-MACON

---

*Liberté – Egalité – Fraternité*

---

**Arrêté de voirie  
portant autorisation de voirie**

**Objet :** occupation trottoir et espaces verts – pose de barrières – 54 grande rue Coupée - ABILOM

**LE MAIRE DE CHARNAY-LÈS-MACON**

**VU** les articles du Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6 et L.2215-4 et L.2215-5 ;  
**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;  
**VU** les articles du Code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2 ; L.115-1 à L.116-8 ; L.141-10 et L.141-11 ;  
**VU** le Code pénal notamment son article R.610-5 ;  
**VU** le Code de la route, notamment ses articles L.411-1 à L.411-7 ;  
**VU** le règlement de voirie communale approuvé le 7 novembre 2022 ;  
**VU** la décision du maire du 25 octobre 2022 portant sur les tarifs des redevances du domaine public communal ;  
**VU** la demande du 12 mars 2024 par M. Baptiste Laurent, représentant la société SCCV Plein Cœur, sise 305 rue Gabriel Voisin – 69400 Villefranche-sur-Saône, sollicitant l'autorisation pour la réalisation de travaux en limite du 54 grande rue de la Coupée et rue de la Chapelle, à Charnay-lès-Mâcon ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1 : AUTORISATION**

L'entreprise SCCV Plein Cœur est autorisée à occuper le domaine public situé 54 grande rue de la Coupée et rue de la Chapelle à Charnay-lès-Mâcon et à exécuter les travaux suivants :

**- occupation du trottoir, des espaces verts et pose de barrières de chantier.**

**La permission de voirie est accordée du 2 janvier 2024 au 31 octobre 2024.**

**Le stationnement vers le transformateur est interdit et considéré gênant Les véhicules gênants sont susceptibles d'être mis en fourrière.**

Le demandeur doit prendre connaissance du règlement de voirie communale et de ces annexes consultables sur le site de la commune [www.charnay.com](http://www.charnay.com)

**ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIÈRES**

La permission de voirie est soumise à redevance pour un montant de 5 508,93 €, cette redevance peut être revalorisée en fonction de la durée réelle des travaux.

La commune établira un titre de recette annuel, début novembre de l'année en cours, au nom du **demandeur**.

En cas d'occupation du domaine public sans autorisation préalable, **les droits de redevance seront doublés**, en plus des amendes prévues au Code de la voirie routière. Cette taxation d'office ne constitue en aucun cas autorisation implicite d'occuper le domaine public.

### **ARTICLE 3 - FORMALITÉS D'URBANISME**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme

### **ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

(Voir articles du règlement de voirie communale)

Les déposer et reposer de 2 mats d'éclairage seront demandées par la société SCCV Plein Cœur (à sa charge) à l'entreprise (SMEE) en charge de l'éclairage public sur Charnay-lès-Mâcon.

Les espaces verts devront être réaménagés, par la SCCV Plein Cœur (à sa charge), à la fin des travaux, après accord des services techniques de la ville.

L'entreprise SCCV Plein Cœur mettra en place une signalétique préventive pour la mise en sécurité du chantier et le marquage provisoire des cheminements piétons.

Un marquage horizontal provisoire pour le passage des piétons, à l'est du chantier (endroit précis à définir avec les services techniques).

Le marquage existant à proximité du chantier sera maintenu en état durant toute la durée du chantier.

### **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS À PRENDRE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX**

Toute restriction de circulation devra faire l'objet d'une demande d'arrêté de circulation auprès des services techniques de la commune ou par mail [arretes@charnay.com](mailto:arretes@charnay.com)

### **ARTICLE 6 – GESTION DU CHANTIER**

La conformité des travaux sera contrôlée par le demandeur de l'autorisation de voirie.

À la fin des travaux le demandeur devra transmettre à la commune l'annexe n°7 « Formulaire d'achèvement des travaux », une visite contradictoire pourra être demandée par la commune.

Un an après les travaux, un procès-verbal de réception, annexe 8, sera établi entre l'entreprise et la commune.

### **ARTICLE 7 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DE CHANTIER**

La mise en place et la maintenance de la signalisation seront à la charge du bénéficiaire ; celle-ci devra être conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté ministériel.

### **ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques, il sera fait application de l'article 4 « prescriptions générales » du règlement de voirie communale.

### **ARTICLE 9 - VALIDITÉ DE L'ARRÊTÉ**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour les dates indiquées dans le présent arrêté.

## ARTICLE 10 : DROIT DES TIERS ET SERVICES DE SECOURS

Le droit des tiers sera préservé ainsi que celui des services de secours.

**ARTICLE 11** : le Directeur général des services de la mairie, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Directeur des services techniques, les agents de la police municipale et tous les agents de la Force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

20 MARS 2024

Fait à Charnay-lès-Mâcon, le

Le Maire  
Christine Robin

Pour le Maire,  
L'Adjoint Délégué

Patrick BUHOT



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant.

**Délais et voies de recours** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la commune de Charnay-Lès-Mâcon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois, vaut décision implicite de rejet. Un recours peut être également introduit devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, 21000 Dijon ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans le délai maximum de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté, ou du rejet du recours gracieux par la commune de Charnay-lès-Mâcon.